

Willi Vollenweider, Ing.él. dipl. EPF, Membre du Grand Conseil de Zoug, Président
Chamerstrasse 117, 6300 Zoug – Tél 041 743 1880 – Fax 041 530 3168
E-Mail: willi.vollenweider@datazug.ch



**Va à toutes les citoyennes et tous les citoyens
qui sont prêts à s'engager en faveur du rétablissement d'une armée de milice
conforme à la Constitution fédérale, à tous les membres du Groupe GIARDINO
ainsi qu'à toutes les personnes qui veulent devenir membre.**

Lettre-circulaire N° 23

Mesdames et Messieurs,
Chères concitoyennes et chers concitoyens,

**«NON à la réduction de moitié de l'armée»:
44'603 signatures !**

Un grand merci pour votre soutien !

1. En ce qui concerne le référendum

Le 23 août 2016, la Chancellerie fédérale [a publié dans la Feuille fédérale le résultat final de notre référendum «NON à la réduction de moitié de l'armée»](#). Au lieu des 50'000 signatures nécessaires, seules 44'603 signatures valables ont malheureusement pu être rassemblées. L'absence du référendum met donc en vigueur l'arrêté fédéral sur la réduction de moitié de l'armée du 18 mars 2016 («DEVA», 14.069).

Ainsi, la politique fédérale irresponsable met un terme à toute crédibilité de l'armée suisse, donne le coup de grâce au principe de la milice dans l'armée et a pour effet l'abandon de facto de la politique de neutralité de la Confédération suisse qui prévalait jusqu'alors. Un échec de l'Etat. Un procédé vraiment historique : la Suisse essaie de maîtriser son avenir sans une armée qui ne serait même que peu crédible. Cette politique est entachée de négligence grave ! L'armée suisse, telle que nous la possédions et l'avons connue, appartient désormais à l'histoire.

2. Les fossoyeurs de la Confédération suisse

Cette suppression partielle de l'armée décidée le 18 mars par le Parlement fédéral a été saluée unisono tant par la «gauche» que par la «droite». Tous les partis bourgeois sont enthousiasmés par le projet, poussent une mise en œuvre aussi rapide que possible de cette tragique et fautive décision et se distancent ainsi des programmes de leur propre parti. De même, les dirigeants de la Société Suisse des Officiers ainsi que de la Fédération Suisse du Tir sportif FST ont estimé avec une effrayante unanimité que la réduction de moitié de l'armée était une «bonne chose». Dans tous ces groupements puissants, les défenseurs d'une armée crédible n'ont malheureusement pas réussi à s'imposer.

Les politiciens et les dirigeants d'associations qui ont causé cette suppression partielle et ainsi un affaiblissement massif de notre armée doivent être rendus personnellement responsables. Les officiers et sous-officiers de carrière et les officiers supérieurs d'état-major de l'armée se sont pliés

aux projets (politiques), ainsi que cela est prescrit par le droit du travail. Ce ne sont pas les coupables primaires mais plutôt les victimes, avant tout sur le plan non encore annoncé mais à attendre logiquement des mesures de suppressions massives de personnel dans le domaine de la défense.

3. Un grand merci !

Le Groupe Giardino a supporté la charge principale dans le comité de référendum, tant sur le plan financier que personnel. Les membres de notre comité et de notre état-major dont la situation professionnelle le permettait ont travaillé en faveur du référendum quasiment à plein temps et avec un engagement personnel exemplaire. De toutes leurs forces, en mettant tout leur savoir à disposition, et avec une grande conscience. Parmi les membres et les sympathisants de Giardino, de nombreuses personnes, tant femmes qu'hommes, ont récolté des signatures dans la rue, dans le cercle de leurs connaissances et aussi dans les sociétés dont elles font partie, cherchant ainsi à empêcher une réduction de moitié de l'armée, ceci avec un grand engagement. Beaucoup de gens ont réalisé que le référendum ne visait pas moins que la sécurité de l'existence de notre Confédération suisse avec tous ses acquis politiques, culturels, sociaux et économiques.

Au nom du Groupe Giardino, j'adresse un très grand merci à toutes et à tous ceux qui ont lutté infatigablement !

Toutes et tous ont eu le courage et aussi le courage civil de combattre contre la politique irresponsable et l'esprit qui marque le temps présent ! Ils entreront dans l'histoire de la Suisse comme ceux qui ont à temps montré un doigt accusateur contre le cours désastreux mené par notre direction politique de Berne.

Notre soulèvement civil et démocratique doit continuer ! Nous n'assisterons pas sans réagir à la poursuite de la liquidation de notre Suisse par des politiciennes et politiciens irresponsables !

4. Pourquoi cela n'a-t-il pas suffi ? Qu'avons-nous fait de faux ?

Sur le plan interne de Giardino, de très nombreuses discussions ouvertes ont déjà eu lieu sur les raisons pour lesquelles nous avons manqué notre objectif, même de peu.

En résumé, c'est ainsi qu'avant tout, nous n'avions pas et ne disposons pas de la base personnelle comme les partis politiques. De ce fait, il ne nous était pas possible de récolter des signatures dans la rue en grand style et dans toute la Suisse. Nous le savions au départ déjà. C'est pourquoi nous avons décidé tôt d'organiser des envois d'informations dans le plus grand nombre possible de ménages en Suisse. De plus, nous avons pu joindre nos formulaires de signatures aussi à d'innombrables organisations qui sont encore intéressées à une défense crédible de la Suisse («Bürger für Bürger», «Pro Libertate», «ASIN», «Journal suisse des arts et métiers»).

Avec un total de deux millions de formulaires de signatures «distribués parmi la population», nous ne nous faisons sûrement pas le reproche d'avoir trop peu entrepris.

Toutefois, lors du départ du référendum, nous sommes partis du principe que de nombreux amis de l'armée nous soutiendraient dans cette lutte. En particulier parce qu'un échec du référendum pouvait facilement être interprété comme un «accord tacite du peuple suisse à une suppression partielle de l'armée». Il convient de relever que la réduction de moitié de l'armée n'est **pas** légitimée par la base démocratique ; elle demeure l'œuvre d'une petite mais forte «Classe Politique» qui veut décider par-dessus le peuple sans rien lui demander, même s'il en va de son existence.

Malheureusement, lors du début du référendum, seuls quelques groupements isolés se sont associés à notre référendum, par exemple quelques associations de sous-officiers, deux sections cantonales de Jeunes UDC et le Forum de l'aérodrome de Dübendorf.

5. Leçons tirées du référendum

La récolte de signatures nous a apporté quelques enseignements très importants :

1. **Désinformation du peuple suisse** : le DDPS, les partis politiques, secondés par les médias, ont tenu secrète la réduction de moitié de l'armée suisse envers la population. La plupart des citoyennes et des citoyens à qui nous avons parlé n'étaient pas informés de la décision de réduction de moitié de l'armée !
2. La **réputation** de l'**armée actuelle** déjà est **catastrophique** parmi les gens qui connaissent l'armée ! De nombreuses personnes connaissant l'armée, parmi lesquelles de nombreux soldats, même des officiers et des sous-officiers de carrière, nous ont rapporté de manière crédible que des conditions intenable règnent déjà dans l'armée actuelle. Le niveau de formation est bas, le service se déroule de manière très «relâchée», la qualité des forces de conduite est souvent douteuse. La logistique ne fonctionne qu'en temps de paix. Il ne peut pas être question de «disponibilité opérationnelle» !
Tous ces gens n'ont **pas** signé le référendum, car ils sont persuadés que la réduction de moitié de l'armée représente le premier pas en direction de la suppression totale de l'armée, ce qu'ils considèrent comme le seul chemin sensé.
Ces déclarations confirment une fois de plus que l'armée suisse a été systématiquement gérée dans le sens d'une diminution par le trio «Ogi-Schmid-Maurer». Tous les partis bourgeois ont détourné leur regard.
3. Pour de **très nombreuses** personnes qui ont reçu notre papier d'information et d'argumentation détaillées, la protection du pays et de la population par une armée crédible est de toute évidence **sans importance**. Le pourcentage de retour de nos envois s'est situé à un misérable 1%. Pour 99% de ceux qui ont reçu nos informations, l'avenir de notre pays et de leur propre **bien-être** (!) est de toute évidence **sans importance**. Cette constatation a été pour nous la plus grande surprise et aussi la plus grande déception.
4. De très nombreuses personnes nous ont soutenus **financièrement** par de **petits dons**. Des dons plus grands de la part d'entreprises et de chefs économiques conscients de leurs responsabilités se sont comptés sur les doigts d'une main. Il semble que, pour les cercles de l'artisanat et de l'industrie, l'assurance de la sécurité publique n'est de toute évidence plus importante.
5. **Nos politiciens et politiciennes de la Confédération se moquent de notre Constitution fédérale**. Ces personnages ne considèrent plus la Constitution fédérale comme **la** référence pour leur activité politique. L'armée également est victime de cette surprenante incompréhension de la démocratie de nos parlementaires. Nous avons élu les fausses personnes à Berne. Faisons en sorte que, lors des prochaines élections de 2019, le plus grand nombre possible de ces gens ne soient pas réélus mais remplacés par des représentants du peuple fidèles à la Constitution fédérale.

6. Le Groupe Giardino continue le combat et, en l'occurrence, dépend de vous

Le «Groupe GIARDINO» est la plus importante «fabrique à penser» («Think Tank») de la politique de sécurité suisse, totalement indépendante du DDPS. Il comprend des citoyennes et des citoyens de tous les cantons ainsi que des soldats actifs et des anciens militaires. Ces personnes observent avec un souci croissant l'abandon de la sécurité publique, notamment dans le domaine de la défense du pays, et réclament depuis des années déjà un arrêt de ce processus de désintégration fatale.

Cette énorme brèche dans la sécurité entre les forces de sécurité cantonales et cette carcasse d'armée de la Confédération provoquée par la réduction de moitié de cette armée place les cantons devant des exigences totalement nouvelles. La Confédération ne fournit plus les prestations contractuellement convenues en matière de sécurité. La population et les cantons doivent se soucier eux-mêmes de leur sécurité. Est-ce que cela doit se faire avec une police fédérale renforcée, avec une garde nationale selon le principe de la milice selon l'exemple danois ou américain ? Ou est-ce que des milices civiles de tous genres doivent être préparées pour des temps futurs difficiles ? Est-ce que nous reprendrons le modèle israélien de lutte contre le terrorisme ? Est-ce que le droit sur les armes doit être assoupli dans une mesure telle que les citoyens et les citoyennes conscients de leurs responsabilités puissent s'équiper plus facilement avec des armes efficaces de tous genres ? Faut-il privatiser partiellement la sécurité publique, ainsi que la politique fédérale l'exige implicitement avec sa manière de se tenir à l'écart ? Est-ce que le monopole du pouvoir étatique finira sur la voie de l'absurdité ?

Une **initiative populaire** sera inévitable, car la volonté des partis politiques pour une défense du pays crédible fera défaut aussi dans un avenir prévisible.

7. Appel en faveur des cotisations des membres et de dons

Nous ne pouvons poursuivre nos activités qu'avec votre soutien !

Vous recevez en annexe la facture pour la cotisation de membre annuelle 2016. Comme notre caisse présente un trou considérable de quelques dizaines de milliers de francs en raison du référendum, nous souhaitons à nouveau vous lancer un appel pour un don extraordinaire, pour autant que cela rentre dans le cadre de vos possibilités financières. Les finances de notre société doivent être remises sur les rails afin de permettre de futures actions. Nous vous remercions de tout cœur pour votre fidèle soutien de notre requête ! Les générations futures vous en seront reconnaissantes !

8. Appel pour une collaboration active

Nous cherchons d'urgence des membres qui veulent s'engager activement dans nos efforts en faveur d'une Confédération suisse capable de maîtriser l'avenir et souveraine. Nous avons un large spectre d'idées sur ce que nous pourrions encore entreprendre afin de favoriser en fin de compte la raison qui permettra de percer dans notre lutte. Sans aides supplémentaires, femmes et hommes, nous n'y parviendrons pas. Nous vous invitons à vous annoncer auprès de nous (Website, par courriel ou téléphoniquement).

Nous n'abandonnerons pas !



Willi Vollenweider, Président du Groupe GIARDINO